



Construire Ensemble

FLASH INFOS SEPTEMBRE 2012

Editorial Continuons le combat !

Après quelques mois passés à regarder la mise en place du président Hollande et du gouvernement Ayrault, je suis comme la plupart d'entre vous atterré par **l'incapacité des socialistes** à prendre la mesure de la crise et des enjeux auxquels la France doit faire face.

Je suis certain que la « présidence normale » qui a séduit une majorité de Français au printemps dernier n'est pas à la hauteur de ce qui nous attend et qu'il **faut nous préparer à des lendemains qui (dé) chantent !**

Pour ma part, passée la déception de cette défaite que beaucoup considère comme injuste – et j'en profite pour **vous remercier de tous vos messages de soutien et d'amitié** – j'ai rejoint mon administration d'origine à l'Assistance publique et je reste plus que jamais un acteur politique engagé dans le Val d'Oise et au Conseil régional d'Île-de-France.

Dans l'opposition, nous avons **des défis à relever et des combats à mener** et j'y prendrai toute ma part :

- pour proposer aux Français une solution alternative à l'impuissance de la gauche à répondre aux problèmes de la région Île-de-France et de la France,
- pour participer au travail de reconquête des cœurs et des territoires à partir de 2014,
- pour lutter pied à pied contre les menaces que fait planer la gauche sur notre modèle de société, avec l'introduction du vote des étrangers, le mariage homosexuel, l'euthanasie ou la liberté scolaire.

Vous pouvez compter sur moi pour être présent au cœur de tous ces combats, dans les mois et les années qui viennent. La résistance s'organise et cette lettre restera notre bulletin de liaison.

N'hésitez pas à m'écrire ou me téléphoner pour me faire part de ce que vous vivez et ce que vous attendez pour que notre pays ressorte de l'ornière dans laquelle le gouvernement est en train de verser.

Nous avons vécu des drames, nous avons vécu des crises, la France a toujours su se relever par le courage des hommes et la force des idées. C'est pourquoi **il ne faut rien lâcher et continuer le combat !**

Claude Bodin

Emploi

Emplois d'avenir : Une vieille recette du passé

Le gouvernement fait voter en ce mois de septembre son projet de loi sur les emplois d'avenir. En séance à l'Assemblée nationale, le Groupe UMP a voté contre ce texte.

Si les emplois d'avenir peuvent présenter une solution de court terme pour certains bénéficiaires, ils ne règlent en rien le problème du chômage des jeunes.

En modulant les outils existants – contrats aidés, CIVIS – on aurait pu cibler les jeunes non qualifiés sans devoir financer une enveloppe supplémentaire de 1,5 milliards d'euros par an !

Certains motifs d'inconstitutionnalité ne sont pas levés, notamment le risque de rupture d'égalité devant le dispositif du fait de la mise en place de zones prioritaires.

D'autres questions importantes restent en suspens : comment va-t-on définir les secteurs « à fort potentiel de création d'emploi » ou ayant un « caractère d'utilité sociale » ?

Comment seront ciblés les rares employeurs du secteur privé ?

Et surtout, aucune mesure de financement de la formation des jeunes n'est prévue dans ce texte !

Claude Bodin :

« Sous le nom d'emplois d'avenir, le gouvernement nous ressert les emplois jeunes, une vieille recette socialiste du règne de François Mitterrand. Pourtant, l'opposition a essayé d'être constructive sur ce sujet, mais la majorité n'a accepté aucun amendement d'amélioration du texte.

Au-delà de ce texte, reste posé le problème de la formation des jeunes, de l'échec de notre système éducatif et l'impossibilité française à offrir à nos jeunes des perspectives d'avenir. »

Economie

Les socialistes face à la crise Le règne de l'impuissance publique

Moins de cinq mois après l'élection du candidat socialiste, le constat est accablant : loin de mettre en œuvre les réformes de fond nécessaires pour faire face à une aggravation de la situation économique, le Gouvernement, après des vacances guère méritées, s'emploie à détricoter toutes les réformes utiles mises en œuvre par la précédente majorité.

Quelques exemples :

- défiscalisation des heures supplémentaires supprimée. Ce sont des centaines d'euros de pouvoir d'achat en moins pour des millions de salariés, en particulier dans les familles modestes, employés et ouvriers,
- droits de succession en ligne directe rétablis : il va falloir à nouveau payer pour disposer de l'héritage de ses parents,
- Lutte contre la récidive : le gouvernement veut supprimer les peines-plancher et la rétention de sûreté pour les jeunes délinquants. Entre les victimes et les coupables, Madame Taubira a choisi : tout le monde a bien noté que sa première sortie publique a été en direction des prisonniers de Fresnes...
- Annulation immédiate du projet de TVA dite sociale, même si des rumeurs persistantes laissent entendre que le Gouvernement serait contraint de la réinstaurer...
- Service minimum dans les transports et les écoles : le ministre a rouvert ce débat, alors que les règles fixées sous le précédent gouvernement fonctionnent à la grande satisfaction des usagers.

Les sondages le montrent : les Français n'ont pas tardé à se rendre compte que le programme de F. Hollande mis en œuvre par J.M. Ayrault n'était construit que par opposition à la personne comme à l'action de Nicolas Sarkozy et ne contient aucune des réformes nécessaires à notre pays.

Alors que la France a besoin d'un Etat à la fois fort et visionnaire, nous vivons sous le règne de l'impuissance publique.

Claude Bodin :

« Il n'a pas fallu longtemps pour réaliser que le vide du programme socialiste était à l'image du discours du candidat. Dans l'incapacité de concevoir et de mener à bien la moindre réforme de fond, le gouvernement va essayer de donner le change avec des projets dits sociétaux (le droit de vote des étrangers, le mariage homosexuel...) afin de satisfaire une partie son électorat et éviter la dégringolade dans l'opinion. »

Fiscalité

Qui va payer la facture ?

Après l'intervention télévisée du président de la République, sorti de sa somnolence estivale par une chute généralisée dans les sondages, on y voit plus clair dans la cuisine fiscale que nous prépare le gouvernement.

Et il n'y a pas de quoi être rassuré...

Sur les perspectives de croissance

M. Hollande a annoncé que ses calculs reposaient sur une croissance 2013 de 0,8%.

Dans le contexte actuel, ce chiffre est hasardeux, les instituts indépendants la situant plus près de 0%. Or, un dixième de point de croissance perdu correspond pour l'Etat à environ un milliard d'euros supplémentaire à trouver...qui s'additionne aux 30 milliards annoncés.

Sur la répartition des 30 milliards

M. Hollande annonce une répartition égale entre l'effort des entreprises, la réduction des dépenses de l'Etat et la contribution des particuliers.

Il est probable que les entreprises paieront leurs 10 milliards, au risque de voir la situation des plus fragiles d'entre elles s'aggraver.

La réduction des dépenses de l'Etat de 10 milliards est un leurre, parce que le Gouvernement ne s'est pas donné les moyens d'y arriver – notamment sur la réduction des effectifs de la fonction publique - la gauche vivant toujours dans la culture de la dépense publique.

Ce sont donc les particuliers qui vont payer l'addition et elle va être salée... Ce ne seront pas les plus riches, qui trouveront comme toujours la parade fiscale adaptée.

Ce ne seront pas les plus pauvres qui sont protégés politiquement. Ce sera la classe moyenne, les salariés, les familles, qui va être rackettée dès l'année prochaine. Le résultat est certain, reste à savoir quelle forme va prendre l'addition.

Claude Bodin :

« Ce n'est pas faute de l'avoir dit tout au long du printemps ! Mais les Français n'ont pas voulu entendre et ont préféré se laisser bercer par l'illusion d'un retour à la croissance totalement infondé. Il va falloir maintenant être vigilants et dénoncer ce matraquage fiscal qui risque de nous laisser que les yeux pour pleurer. »

En bref

Centrale de Fessenheim

Le gouvernement pris en otage

Le gouvernement a annoncé la fermeture de la centrale de Fessenheim à la fin de 2016 et la confirmation de l'objectif de passer de 75% à 50% la part du nucléaire dans la production d'électricité d'ici 2025.

On s'y attendait : pour tenir cette promesse de campagne, fruit des combines électorales entre les Verts et le PS, M. Hollande est prêt à sacrifier 2 000 emplois (dont 970 directs). Pourtant, les travaux demandés après Fukushima par L'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire), sont en cours et devraient être terminés d'ici l'été 2013.

Cette fermeture va coûter plusieurs milliards d'euros, entre le manque à gagner en électricité, son remplacement par une centrale à gaz, le coût d'approvisionnement du gaz...

Claude Bodin :

« En décidant de réduire de 75% à 50% la part du nucléaire dans la production de l'énergie électrique en France d'ici 2025, ce qui correspond à la fermeture de 24 réacteurs, M. Hollande brade ainsi notre industrie nucléaire en échange des votes de verts qui lui ont permis de gagner la présidentielle !

Les conséquences seraient désastreuses : perte de 130 000 emplois sur 400 000 que génère notre filière nucléaire ; augmentation de 30% du prix de l'électricité pour les Français ; dégradation de notre balance commerciale. »

Pour m'écrire ou me rencontrer :

1, rue Saint-Flaive prolongée - 95120 Ermont

Je tiens une permanence, chaque samedi,
de 9h à 12h